

ECO FLASH

09 avril 2020

Espagne : Mise en perspective des chiffres du chômage

Guillaume Derrien

- Le nombre de personnes sans emploi a bondi de 311 037 en mars (données ajustées), la plus forte hausse mensuelle jamais enregistrée.
- Le rapport n'intègre cependant qu'une fraction des personnes en chômage partiel ; la hausse devrait être bien plus marquée en avril.
- Le résultat des comptes publics pour 2019 montre une forte résorption du déficit primaire depuis 2013.
- L'amélioration des comptes publics offre une marge de manœuvre au gouvernement pour affronter la crise.

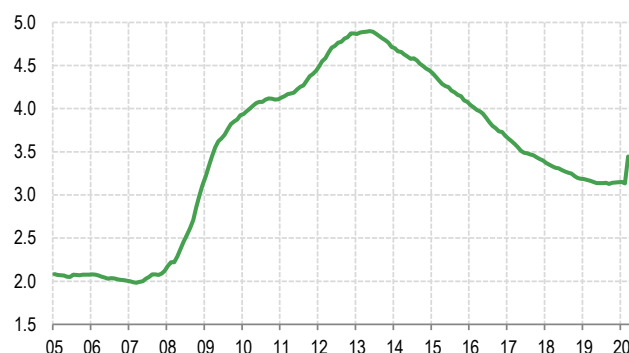
Les chiffres préliminaires du chômage en Espagne, publiés jeudi 2 avril 2020, donnent une première estimation, quoique très incomplète, de l'ampleur du choc économique en Espagne. Le nombre de demandeurs d'emploi a bondi de 311 037 pour atteindre 3,4 millions (après ajustement saisonnier). C'est la plus forte progression jamais enregistrée. En mars, l'augmentation a été particulièrement forte dans le secteur des services (+225,2 k), suivi de la construction (+60,4 k), de l'industrie (+25,9 k) et de l'agriculture (+4,5 k). Le nombre de jeunes chômeurs (moins de 25 ans) a grimpé de 25,07 k (+10,0% en variation mensuelle).

Cette hausse, déjà significative, doit cependant être mise en perspective. Ces chiffres incluent, en effet, les personnes en chômage partiel (ERTE) qui, pour la plupart, devraient réintégrer leur emploi une fois le confinement terminé. Cependant, une grande partie des travailleurs placés en chômage partiel le mois dernier n'étaient pas inclus dans ce rapport pour mars, du fait d'un délai d'enregistrement.¹

Le rapport pour avril devrait donc montrer un bond beaucoup plus important du nombre de demandeurs d'emploi.

¹ La mise en place du chômage partiel s'est produite principalement dans la deuxième moitié du mois de mars.

■ Nombre de personnes sans emploi (en millions)



Graphique 1

Source: ministère du Travail espagnol

En effet, selon le gouvernement, près de 3 millions de personnes ont été mises au chômage partiel à la fin du mois de mars.² Or, selon le Service Public de l'Emploi et de l'Etat (SEPE), seulement 620 000 demandes de ERTE ont été traitées à ce jour (jeudi 2 avril 2020), et une fraction seulement est donc incluse dans le rapport pour mars.

Les chiffres du nombre d'affiliés à la sécurité sociale montrent en effet une détérioration plus conséquente du marché du travail. Après ajustement saisonnier, le nombre d'affiliés a plongé de 976 031 en mars, une chute record (voir graphique 2). Cependant, là encore les chiffres doivent être pris avec un certain recul. Le nombre d'affiliés représente la moyenne des inscrits sur l'ensemble du mois. Or, l'arrêt de l'économie ayant débuté au cours de la seconde moitié du mois de mars, ces chiffres ne reflètent pas la réalité de la

² Voir *Los trabajadores afectados por expedientes temporales rondan los tres millones*, *El País*, 2 avril 2020.

DIRECTION DES ETUDES
ECONOMIQUES



BNP PARIBAS



La banque
d'un monde
qui change

situation à la fin du mois. Il faudra donc attendre le rapport du mois d'avril pour juger plus précisément de l'ampleur de la dégradation du marché du travail.

Ventes automobiles et PMI chutent aussi

La chute du nombre de nouvelles immatriculations en mars a été également brutale : -67,4% (après ajustement saisonnier). Le composite PMI passe, quant à lui, de 51,8 en février à 26,7 en mars. L'activité des services a été, sans surprise, la plus touchée : l'index PMI pour le secteur tombe à 23,0. Le PMI manufacturier enregistrait une baisse plus modérée de 50,4 en février à 45,7 en mars.

Des « marges » budgétaires existent

Dans ce contexte, il est évident que le déficit public va s'accroître très fortement cette année. La balance budgétaire enregistrait un déficit de EUR 32,9 mds en 2019, soit un ratio du PIB de 2,6%. C'est au-dessus de l'objectif initial du gouvernement de -2,0%. Néanmoins, les finances publiques se sont redressées fortement ces dernières années, offrant ainsi des marges de manœuvre au gouvernement pour faire face à la crise actuelle. Le déficit primaire, en particulier, s'est réduit de façon significative. Selon le ministère des Finances, le déficit public primaire s'établissait à 0,36% de PIB en 2019. C'est une légère hausse par rapport à 2018 (le déficit était de 0,10% de PIB), mais bien en dessous des niveaux qui prévalaient au sortir de la crise de la dette souveraine européenne en 2013 (-3,6% de PIB).

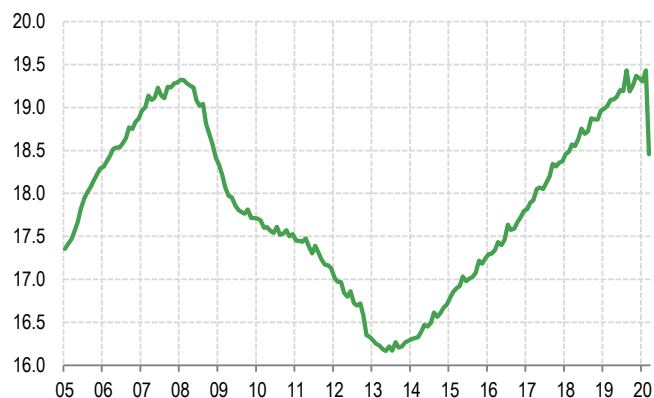
En effet, au cours de la période 2013-2019, les recettes publiques ont augmenté de EUR 93,2 mds, pour atteindre EUR 489 mds (39,3% du PIB, voir tableau 1). Les revenus générés par les cotisations employeurs ont contribué pour près d'un tiers à la hausse des recettes totales (+EUR 30 mds). Les gains générés par l'impôt sur le revenu se sont aussi redressés tout comme les recettes de TVA.³

Les dépenses publiques ont progressé moins rapidement, de EUR 54,3 mds entre 2013 et 2019 (pour atteindre EUR 521,9 mds, soit 41,7% du PIB). Les dépenses de prestations sociales et celles liées aux revenus des employés se sont accrues le plus fortement.

Guillaume Derrien

guillaume.a.derrien@bnpparibas.com

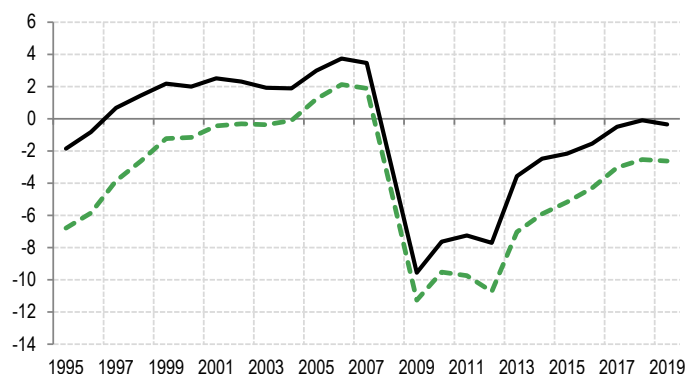
■ Nombre d'affiliés à la sécurité sociale (en millions)



Graphique 2

Source: ministère des Finances espagnol

■ Solde budgétaire et primaire (% of PIB)



Graphique 3

Source: ministère des Finances espagnol

■ Recettes et dépenses de l'administration publique

	Valeur en 2019 (EUR mds)	Variation 2013-19 (EUR mds)
Recettes totales	489,05	93,19
Impôts sur la production et l'importation	147,22	28,96
TVA	80,96	20,65
Autres	66,26	8,31
Impôts sur le revenu et le patrimoine	130,52	28,29
Impôts sur le revenu	126,18	28,08
Autres	4,34	0,20
Impôts sur le capital	5,43	0,36
Cotisations sociales	160,53	33,68
Employeurs	112,20	29,97
Ménages	41,26	4,40
Cotisations imputées	7,08	-0,69
Impôts sur les sociétés	8,83	-2,87
Dividendes	6,16	0,02
Intérêts	2,67	-2,88
Autres recettes	36,51	12,49
Dépenses totales	521,95	54,30
Consommation intermédiaire	63,67	8,33
Revenus des employés	134,06	19,63
Intérêts	28,45	-6,96
Subventions	12,71	1,96
Transferts sociaux (transferts en espèce exclus)	196,86	26,46
Transferts en espèces	32,73	4,39
Dépenses liées à l'Union Européenne	10,22	-0,16
Formation de capital fixe (investissement public)	25,37	2,10
Autres dépenses	17,87	-1,45

Tableau 1

Source : ministère des Finances espagnol

³ Une partie des recettes nouvelles en TVA a été générée par la hausse de la TVA de 18% à 21% en 2012.

Recherche Economique Groupe

William De Vijlder +33 1 55 77 47 31 william.devijlder@bnpparibas.com
Chef économiste

ECONOMIES AVANCEES ET STATISTIQUES

Jean-Luc Proutat +33 1 58 16 73 32 jeanluc.proutat@bnpparibas.com
Responsable – Etats-Unis, Royaume-Uni

Hélène Baudchon +33 1 58 16 03 63 helene.baudchon@bnpparibas.com
France – Marché du travail

Louis Boisset +33 1 57 43 02 91 louis.boisset@bnpparibas.com
Banque centrale européenne, synthèses conjoncturelles zone euro, Japon

Frédérique Cerisier +33 1 43 16 95 52 frederique.cerisier@bnpparibas.com
Zone euro (gouvernance européenne et finances publiques), Espagne, Portugal

Raymond Van Der Putten +33 1 42 98 53 99 raymond.vanderputten@bnpparibas.com
Allemagne, Pays-Bas, Autriche, Suisse – Energie, climat – Projections à long terme

Tarik Rharrab +33 1 43 16 95 56 tarik.rharrab@bnpparibas.com
Statistiques

ECONOMIE BANCAIRE

Laurent Quignon +33 1 42 98 56 54 laurent.quignon@bnpparibas.com
Responsable

Laure Baquero + 33 1 43 16 95 50 laure.baquero@bnpparibas.com

Céline Choulet +33 1 43 16 95 54 celine.choulet@bnpparibas.com

Thomas Humblot + 33 1 40 14 30 77 thomas.humblot@bnpparibas.com

ECONOMIES EMERGENTES ET RISQUE PAYS

François Faure +33 1 42 98 79 82 francois.faire@bnpparibas.com
Responsable – Argentine

Christine Peltier +33 1 42 98 56 27 christine.peltier@bnpparibas.com
Adjointe – Grande Chine, Vietnam, Afrique du Sud

Stéphane Alby +33 1 42 98 02 04 stephane.alby@bnpparibas.com
Afrique francophone

Stéphane Colliac +33 1 42 98 26 77 stephane.colliac@bnpparibas.com
Turquie, Ukraine, Europe Centrale

Sara Confalonieri +33 1 42 98 43 86 sara.confalonieri@bnpparibas.com
Afrique lusophone et anglophone

Pascal Devaux +33 1 43 16 95 51 pascal.devaux@bnpparibas.com
Moyen-Orient, Balkans

Hélène Drouot +33 1 42 98 33 00 helene.drouot@bnpparibas.com
Corée, Thaïlande, Philippines, Mexique, pays andins

Salim Hammad +33 1 42 98 74 26 salim.hammad@bnpparibas.com
Amérique latine

Johanna Melka +33 1 58 16 05 84 johanna.melka@bnpparibas.com
Inde, Asie du Sud, Russie, CEI

CONTACT MEDIA

Michel Bernardini +33 1 42 98 05 71 michel.bernardini@bnpparibas.com

NOS PUBLICATIONS

**CONJONCTURE**

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

**EMERGING**

Analyses et prévisions sur une sélection d'économies émergentes

**PERSPECTIVES**

Analyses et prévisions des principaux pays, développés et émergents

**ECOFASH**

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...

**ECOWEEK**

L'actualité économique de la semaine et plus...

**ECOTV**

Tous les mois, nos économistes décryptent l'actualité économique, en images

**ECOTV WEEK**

Quel est l'évènement de la semaine ?
La réponse dans vos deux minutes d'économie

Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires au présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'emploi ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la loi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquelles il a été élaboré.

BNP Paribas est en France constituée en société anonyme. Son siège est situé au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris. Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagé par les termes des restrictions ci-dessus.

Pour certains pays de l'Espace Economique Européen :
Le présent document a été approuvé en vue de sa publication au Royaume-Uni par BNP Paribas Succursale de Londres. BNP Paribas Succursale de Londres est autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et autorisée et soumise à une réglementation limitée par la Financial Services Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails de l'autorisation et de la réglementation par la Financial Services Authority.

Le présent document a été approuvé pour publication en France par BNP Paribas SA, constituée en France en société anonyme et autorisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009, Paris, France.

Le présent document est distribué en Allemagne par BNP Paribas Succursale de Londres ou par BNP Paribas Niederlassung Frankfurt sur le Main, une succursale de BNP Paribas S.A. dont le siège est situé à Paris, France. BNP Paribas S.A. Niederlassung Frankfurt sur le Main, Europa Allee 12, 60327 Frankfurt, est autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et est autorisée et soumise à une réglementation limitée par le Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin).

Etats-Unis : le présent document est distribué par BNP Paribas Securities Corp., ou par une succursale ou une filiale de BNP Paribas ne bénéficiant pas du statut de broker-dealer au sens de la réglementation américaine. BNP Paribas Securities Corp., filiale de BNP Paribas, est un broker-dealer enregistré auprès de la Securities and Exchange Commission et est membre de la Financial Industry Regulatory Authority et d'autres bourses principales. BNP Paribas Securities Corp. n'accepte la responsabilité du contenu d'un document préparé par une entité non américaine du groupe BNP Paribas que lorsqu'il a été distribué à des investisseurs américains par BNP Paribas Securities Corp.

Japon : le présent document est distribué au Japon par BNP Paribas Securities (Japan) Limited, ou par une succursale ou une entité du groupe BNP Paribas qui n'est pas enregistrée comme une maison de titres au Japon, à certaines institutions financières définies par l'article 17-3 alinéa 1 du décret d'application de la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers. BNP Paribas Securities (Japan) Limited, est une maison de titres enregistrée conformément à la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers et est membre de la Japan Securities Dealers Association ainsi que de la Financial Futures Association du Japon. BNP Paribas Securities (Japan) Limited, Succursale de Tokyo, n'accepte la responsabilité du contenu du document préparé par une entité non japonaise membre du groupe BNP Paribas que lorsqu'il fait l'objet d'une distribution par BNP Paribas Securities (Japan) Limited à des entreprises basées au Japon. Certains des titres étrangers mentionnés dans le présent document ne sont pas divulgués au sens de la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers.

Hong-Kong : le présent document est distribué à Hong Kong par BNP Paribas Hong Kong Branch, filiale de BNP Paribas dont le siège social est situé à Paris, France. BNP Paribas Hong Kong Branch exerce sous licence bancaire octroyée en vertu de la Banking Ordinance et est réglementée par l'Autorité Monétaire de Hong Kong. BNP Paribas Hong Kong Branch est aussi une institution agréée réglementée par la Securities and Futures Commission pour l'exercice des activités réglementées de types 1, 4 et 6 [Regulated Activity Types 1, 4 et 6] en vertu de la Securities and Futures Ordinance. Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site <https://globalmarkets.bnpparibas.com>

© BNP Paribas (2015). Tous droits réservés.

© BNP Paribas (2015). Tous droits réservés.

Bulletin édité par les Etudes Economiques de BNP PARIBAS

Siège social : 16 boulevard des Italiens – 75009 PARIS

Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34 –

Internet : grou.bnpparibas.com - www.economic-research.bnpparibas.com

Directeur de la publication : Jean Lemierre

Rédacteur en chef : William De Vijlder

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS

VOUS POUVEZ VOUS ABONNER SUR
NOTRE SITE ONGLET ABONNEMENT
<http://economic-research.bnpparibas.com>

ET

NOUS SUIVRE SUR LINKEDIN
<https://www.linkedin.com/showcase/bnp-paribas-economic-research/>
OU TWITTER
https://twitter.com/EtudesEco_BNPP

